

PROCES-VERBAL

De l'assemblée communale ordinaire du mardi 07 décembre 2021, 19.00 heures à la salle de l'Aula du CORM de Morat.

Présents: Il y a 36 électeurs et électrices qui prennent part à cette assemblée, ainsi que 4 personnes sans droit de vote: M. Hervé Mory, secrétaire, ainsi que le représentant de la presse, M. Arthur Zurkinden du Freiburger Nachrichten, M. Jérémy Capt, architecte, et Mme Patricia Favre, caissière communale.

Présidence: M. Eddy Werndli, Syndic

Procès-verbal: Daniele Perrenoud, secrétaire-rempl.

Eddy Werndli, Syndic, salue les personnes présentes au nom du Conseil communal.

Cette assemblée a été convoquée par publication dans la feuille officielle du canton de Fribourg N° 46 du 19 novembre 2021, par affichage au pilier public et par invitation personnelle. Le bulletin d'info a été remis cinq jours avant l'assemblée. Le Syndic demande s'il y a des remarques quant au mode de convocation ou quant à l'ordre du jour ? Ce n'est pas le cas.

Pour simplifier la lecture des investissements, EW propose de modifier l'ordre du jour pour le point 2.3 Rapport de la commission financière. Il propose que la lecture du rapport de la commission financière soit faite au début des investissements, soit sous le point 2.2.

L'assemblée communale approuve ce changement à la majorité des voix (32 oui).

Comme il n'y pas d'autre remarque, le Syndic déclare donc cette assemblée ouverte. Les décisions à prendre ce soir se font à la majorité des suffrages. La majorité absolue est de 19. Les abstentions ne sont pas prises en compte. En cas d'égalité, c'est le Président qui tranche, selon l'art. 18 de la loi sur les communes. Les membres du Conseil communal peuvent voter pour le budget.

Excusés: Se sont excusés : Arnaud Jotterand, Roland Chervet, Francine Chervet, Pascal Kuchen, Andrea Niggli, Günther Tschirren, Kay Jürgensen, Laurent Schmutz, Robert Brönnimann, Martin Schwaar, Karin Schwaar.

Scrutateurs: sont nommés scrutateurs: MM. Philippe Kocian, Stephan Bongni.

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de l'assemblée communale du 09 juin 2021

2. Budget 2022

2.1 Présentation du budget de fonctionnement et d'investissement

2.2 Rapport de la commission financière

2.3 Investissements

2.3 a) Piste «Pumptrack», CORM, financement, information

2.3 b) Réseau Santé Lac, homes médicalisés, financement, information

2.3 c) Véhicule électrique, financement, approbation

2.3 d) Trottoir Champ Olivier, crédit complémentaire, financement, approbation

- 2.3 e) Trottoir Route Principale (gare), financement, approbation
- 2.3 f) Giratoire Fin du Mossard, financement, approbation
- 2.3 g) Ch. des Grillons, crédit-cadre de planification et réalisation, berges, canalisation, route, financement, approbation
- 2.3 h) Place de parc village, crédit de faisabilité, financement, approbation
- 2.3 i) CCMM, crédit complémentaire, financement, approbation
- 2.3 j) Station de pompage « En Froideville », rénovation ext., financement, approbation
- 2.3 k) STEP Région Morat, participation, financement, information
- 2.3 l) Rénovation appartement, 2^{ème} étage école/admin., financement, approbation
- 2.3 m) Etude énergétique, financement, approbation
- 2.3 n) Assainissement place de jeux école, financement, approbation

2.4 Vote final du budget d'investissement et du budget de fonctionnement

- 3. Règlement des finances communales, approbation
- 4. Révision complète des statuts du Réseau Santé Lac, approbation
- 5. Révision totale des statuts de l'Association des communes des Services Sociaux Lac, approbation
- 6. Révision des statuts du CORM, approbation
- 7. Divers

1. Procès-verbal de l'assemblée communale ordinaire du 09 juin 2021

Ce procès-verbal a été publié sur le site internet de la commune et a été à disposition au bureau communal. Il n'est plus lu.

Résultat du vote: Approbation à la majorité des voix (35 oui, 0 non).

2. Budget 2022

2.1 Présentation du budget de fonctionnement et d'investissement

Alfred Rentsch (AR) présente ce point.

Pour débiter, AR présente brièvement le nouveau modèle comptable MCH2. Après des années d'attentes et d'imprévus (pandémie), la date définitive de mise en œuvre pour toutes les communes et associations a été fixée au 1er janvier 2022.

Pour le canton de Fribourg et les communes, il existe la nouvelle

- **Loi sur les finances communales (LFCo),**
- **L'Ordonnance sur les finances communales (OFCo) et en tout**
- **10 directives.**

01	Plan comptable	06	Pilotage financier et nouveaux instruments
02	Collectivités locales	07	Contrôle des finances
03	Associations de communes, Agglomérations, Conventions intercommunales	08	Passage à MCH2
04	Présentation des comptes et principes d'évaluations	09	Système de contrôle interne
05	Droit des crédits et compétences financières	10	Révision des comptes annuels

Ce soir, AR se limite à deux thèmes, à savoir

01 – Plan comptable

04 – Présentation des comptes et principes d'évaluations

01 – Plan comptable

Les chapitres sont comparables à l'ancien plan comptable. Cependant, de nouveaux sous-chapitres sont parfois créés et les principes d'évaluation ont déplacé des comptes vers d'autres chapitres. La structure du plan comptable est plus logique.

04 – Présentation des comptes et principes d'évaluations

C'est surtout la directive Principes d'évaluation qui a une grande influence sur le budget 2022. En raison de la nouvelle évaluation et de la subdivision en patrimoine administratif et financier des immobilisations, cela a une influence directe sur les coûts d'amortissement.

Le patrimoine administratif est constitué de toutes les immobilisations directement liées à l'activité de la commune. Le patrimoine financier doit être recalculé selon les taux habituels du marché. Contrairement au patrimoine financier, le patrimoine administratif est calculé différemment :

	Valeur bilan 2020
+	Augmentation / Diminution 2021
+	Amortissements extraordinaires des 20 dernières années
+/-	Différence d'amortissement ordinaire des 20 dernières années (si les taux d'amortissement ont été modifiés)
=	Inscription au bilan initial 2022

Il en résulte des valeurs modifiées considérables, qui ont une grande influence sur les amortissements :

Nature	Bilan 2020	Bilan 2022	+/-
Patrimoine administratif	7'050'000	12'500'000	5'450'000
Patrimoine financier	3'294'000	6'712'000	3'418'000
Subventions	0	429'500	
Taxes de raccordements eaux	0	1'601'000	

Pour chaque commune et association de communes, il était décisif de connaître d'abord les valeurs immobilisées du patrimoine administratif afin de pouvoir calculer les amortissements. L'augmentation de la valeur du patrimoine administratif a bien entendu entraîné une forte hausse des amortissements. Cependant, grâce au nouvel amortissement des subventions et des taxes de raccordement, les amortissements nets ont diminué.

AR passe à la présentation du Budget 2022 :

Les budgets ont pu être consultés et figuraient dans le libretto. Le bénéfice prévu pour 2022 est de **CHF 405'269.00**.

Il ne souhaite donc pas entrer dans les détails des différents chapitres.

Seuls les impôts et l'excédent de recettes méritent d'être présentés de manière plus détaillée:

Globalement, les impôts devraient évoluer normalement dans le budget 2022. Il faut s'attendre à une légère augmentation. En ce qui concerne les impôts sur le revenu des personnes physiques, nous ne prévoyons qu'une augmentation minimale des recettes. En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, nous nous attendons à une petite baisse. L'impôt sur les prestations en capital des personnes physiques est très difficile à estimer. C'est pourquoi nous avons maintenu l'estimation sur les chiffres du budget 2021. Pour l'impôt à la source, nous calculons une légère augmentation par rapport au budget 2020 et 2021. Nous avons maintenu les estimations pour l'impôt sur le bénéfice des personnes morales aux valeurs des budgets 2020 et 2021. L'impôt sur le capital se stabilisera à un niveau bas.

Pour comprendre le résultat annuel du budget 2022, M. Rentsch revient brièvement sur le MCH2 et le patrimoine.

Les patrimoines administratif et financier réévalués ont bien entendu des comptes de contrepartie.

La réévaluation du patrimoine financier sera comptabilisée comme suit au 01.01.2022 :

**108XX Immobilisations corporelles patrimoine financier–
296XX Réserve liée au retraitement du patrimoine financier**

Au 31.12.2022, la réserve de réévaluation du patrimoine financier sera dissoute et versée dans le compte Autres fonds propres en tant que fonds propres non affectés.

En revanche, le patrimoine administratif est comptabilisé comme suit :

**140XX Immobilisations corporelles patrimoine administratif
295XX Réserve liée au retraitement patrimoine administratif**

La réserve de réévaluation du patrimoine administratif sert uniquement à compenser les charges supplémentaires d'amortissement dues à la réévaluation. Cette réserve fait donc partie du capital propre affecté. La réserve doit être dissoute dans un délai de 10 ans.

Le patrimoine administratif augmentera d'environ CHF 5'450'000.00. Par conséquent, le budget 2022 prévoit une dissolution de la réserve de réévaluation de CHF 450'000.00 = 10% de la réserve de réévaluation.

Cela conduit à un résultat annuel de **CHF 405'269.00**.

Si on déduit une seule dissolution de réserve du résultat annuel, cela ne correspond pas à la vérité. Il faut déduire du résultat annuel toutes les dissolutions de réserves et les dotations aux réserves, ainsi que les amortissements, afin de pouvoir calculer le bénéfice financier = Cash-flow.

Résultat Budget 2022	+	405'269
Dissolution de réserve	-	557'071
Attribution à la réserve	+	288'118
Amortissements nets	+	364'997
CASH FLOW	+	501'313

Investissements 2022

Avec le Cash-flow prévu et les réserves de liquidités, nous pouvons partir du principe que nous pourrions faire face à tous les investissements avec les moyens courants.

Sur les CHF 1'015'590.00 d'investissements, CHF 854'000.00 sont des investissements qui profitent directement au village et constituent donc de nouveaux investissements.

En revanche, CHF 161'590.00 sont des investissements dans des associations de communes. Ces investissements sont liés et le vote sur ces investissements n'a pas lieu d'être.

L'assemblée communal est informée sur chaque investissement par le/la conseiller(ère) communal(e) responsable.

Il n'y a pas de question, l'on passe au rapport de la commission financière.

2.2 Rapport de la commission financière (Cofi)

Ce rapport est lu en allemand par R. Bollin et présenté simultanément en français.

Le règlement des finances communales, basé sur le nouveau modèle comptable MCH2 a été jugé valable et la commission financière recommande à l'assemblée d'accepter ce règlement. Une comparaison du budget 2022 avec les dernières années est difficile en raison du passage au nouveau modèle comptable.

Le Conseil communal présente pour l'année 2022 un budget de fonctionnement avec des dépenses de CHF 6'824'389.- et des recettes de CHF 6'689'455. Cela signifie un excédent de dépenses. En raison du nouveau modèle comptable, 10 % des actifs administratifs nouvellement calculés pour la Commune seront prélevés au budget au cours des 10 prochaines années. A la suite de ce retrait de réserve d'environ CHF 550'000.- un excédent de CHF 405'269 en résulte.

La commission recommande à l'assemblée communal d'approuver le budget d'investissement et de fonctionnement pour l'année 2022 selon le nouveau modèle comptable MCH2.

La Cofi remercie le responsable des finances et le boursier pour leur planification, ainsi que le Conseil communal pour son travail pour la collectivité.

EW remercie M. Bollin pour son rapport et la commission pour sa collaboration et son travail.

Il n'y a pas de question, nous passons à la présentation détaillée des nouveaux investissements.

2.3 a) Piste «Pumptrack», CORM, financement, information

C'est Mona Bouasria qui présente ce point.

Une piste pumptrack sera installée au sein du cycle d'orientation de la région de Morat.

Cette piste contiendra des bosses, des sauts et des virages. Cette piste de loisirs peut être utilisée par des personnes ayant un vélo, une trottinette, des rollers, etc. Elle est financée aux deux tiers par la commune de Morat, et à un tiers par les autres communes membres de l'association du cycle d'orientation de la région de Morat.

Cette piste provoque un investissement de la commune de Courgevaux pour 2022 pour le montant de CHF 2'129 sur CHF 25'000.-. Il s'agit d'un investissement lié. L'assemblée ne doit pas voter.

Il n'a pas de question, on passe au prochain point.

2.3 b) Réseau Santé Lac, homes médicalisés, financement, information

C'est Mona Bouasria qui présente ce point.

Le 10 septembre 2020, a eu lieu le début des travaux d'assainissement et d'agrandissement du home de Courtepin. Un bâtiment supplémentaire sera construit contenant seize chambres. À la fin des travaux, le home comportera dix chambres supplémentaires et les anciens bâtiments seront remis à neuf.

Comme ce fut annoncé l'année passée, les travaux dureront jusqu'en 2023. Et chaque année, un investissement sera effectué par la commune de Courgevaux ainsi que les autres communes du district du Lac.

Selon la clé de répartition, Courgevaux doit financer en 2022 **CHF 114'931.-** sur les CHF 3'000'000.- investis par les communes du district du lac pour l'année 2022. Il s'agit d'un investissement lié. L'assemblée ne doit pas voter.

Il n'a pas de question, on passe au prochain point.

2.3 c) Véhicule électrique, financement, approbation

C'est Myriam Danthe (MD) qui présente ce point.

Comme véhicule de transport la voirie possède une camionnette. Pour accomplir les tâches qui incombent à la voirie un deuxième moyen de transport est nécessaire. Comme véhicule supplémentaire le Conseil communal propose d'acquérir un véhicule électrique. Dans ce but la voirie a, durant cette année, testé 5 différents véhicules électriques. Le choix final reste à définir. Le retour des essais est très positif et fort satisfaisant.

Financement		
Total des investissements		CHF 65'000.-
Amortissement	10%	CHF 6'500.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 6'500.-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 65'000.-**.

Questions :

Isabelle König demande comment le CC a fixé le montant de 65'000.-. MD : Le CC a pris l'offre la plus haute.

Philippe Kocian demande des précisions concernant la durée de vie d'une batterie et si les batteries sont louées. MD commente que la durée de vie d'un accu est de 10 à 15 ans. La commune ne loue pas les batteries.

Erich Scheidegger aimerait savoir s'il faut construire une station pour faire le plein. Ce n'est pas le cas. Une simple prise de courant suffit.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 29 oui et 0 non.

2.3 d) Trottoir Champ Olivier, crédit complémentaire, financement, approbation

C'est Myriam Danthe qui présente ce point.

La planification pour la réalisation de ce projet a coïncidé avec la première crise sanitaire de la COVID-19. Et, au moment de l'élaboration des budgets certaines informations étaient encore inconnues.

Ce sont ajoutés depuis:

- Installations de l'éclairage publique plus dispendieuse
- Hausse des prix des matériaux

En conséquence, le montant de Fr. 76'000.- budgétisé en 2020 s'est avéré insuffisant et un crédit complémentaire de Fr. 44'000.- est nécessaire.

Financement		
Total des investissements		CHF 44'000.-
Amortissement	2.5%	CHF 1'100.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 1'100 .-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 44'000.-**.

Questions :

Roland Tinguely est étonné que le montant du crédit supplémentaire revient à 58 % du crédit initial pour un tracé d'environ 100 m. Il estime également que la durée du chantier était trop longue.

MD répond que le CC était trop optimiste en 2020 et qu'il a avancé avec le projet, malgré les incertitudes. Concernant la durée du chantier, elle répond qu'il y a eu des absences pour cause de quarantaine et de maladie.

Thierry Mauron mentionne la clause dans les offres des entreprises (augmentation du prix, absences) concernant la pandémie, chose courante depuis 1.5 année.

Roland Tinguely est également étonné que dans le premier crédit il n'y avait pas un poste d'imprévu et il aimerait savoir les conséquences, si le crédit était refusé.

MD répond qu'il faut s'attendre à des coûts supplémentaires de 20 % et qu'un refus de ce crédit supplémentaire serait très mauvais.

Cédric Bigler est très content de cet investissement (et le résultat) malgré le dépassement.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 32 oui et 0 non.

2.3 e) Trottoir Route Principale (gare), financement, approbation

C'est Myriam Danthe qui présente ce point.

La construction projetée se trouve entre la Route de la Gare et le cheminement piétonnier existant en direction de Morat « Zigerli » le long de la voie ferrée. Actuellement la partie à assainir se trouve au même niveau que la Route Principale et sans aucune protection pour les piétons. Cette partie du chemin piétonnier est très fréquentée et relativement dangereuse pour les piétons. Comme mesure de protection le Conseil communal prévoit de construire un trottoir surélevé aux normes actuelles.

Financement		
Total des investissements		CHF 105'000.-
Amortissement	2.5%	CHF 2'625.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 2'625.-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 105'000.-**.

Questions :

Isabelle König demande si des offres ont été demandées afin que le montant soit correct et qu'il ne soit pas nécessaire de demander un crédit supplémentaire.

MD regrette que le CC n'ait pas demandé des offres pour fixer le montant de l'investissement. C'est un problème de temps et le CC s'est basé sur le calcul de l'ingénieur. Vu l'expérience avec le trottoir du Champ Olivier, Isabelle König est sceptique.

Eddy Werndli ajoute qu'il n'est pas facile de demander des offres préalables aux entreprises. MD prend note pour une autre année. Thierry Mauron : La validité d'une offre est de deux mois et il ajoute, qu'une année plus tard, cela peut varier de 40 %. Isabelle König n'est pas convaincu du système, qu'elle nomme tactique de salami.

Otto Hediger aimerait savoir si un trottoir est prévu direction Chemin des Bourguignons ?

MD: Il y a des problèmes avec l'acquisition de terrain et un mur de soutènement doit être construit. Le Conseil communal a mis le projet en veilleuse pour différentes raisons (projet Valtraloc – route de contournement).

Philippe Kocian demande ce qui se passe avec le petit bout de chemin, direction de la gare.

MD répond que l'agriculteur ne cède pas ce terrain. Mais il y a des projets que cette armoire de pompe soit mise sous terre.

Yannick Jotterand demande comment la sécurité est évaluée.

MD répond qu'il s'agit de la proportionnalité. Le tronçon est très fréquenté et des voitures coupent le virage. Le trottoir sera plus large, la famille Plaen/Maccaferri a donné son accord pour céder un bout de terrain.

Ludovic Presset propose des barrières. Ce n'est pas possible avec les distances à la route cantonale, selon MD.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 28 oui et 2 non.

2.3 f) Giratoire Fin du Mossard, financement, approbation

C'est Myriam Danthe qui présente ce point

Ce giratoire a été construit dans les années 1990 par le Bureau des autoroutes lors de la construction de l'autoroute A1. En 2001 la commune a repris ce giratoire en l'état. Durant ces 20 dernières années le quartier Fin du Mossard, qui est la zone industrielle de Courgevaux, est en plein développement et de nouvelles entreprises s'y installent; Avec l'arrivée des nouvelles entreprises et l'évolution du trafic, ce giratoire est à repenser et à assainir afin de garantir le passage des utilisateurs actuels de cette zone.

Financement		
Total des investissements		CHF 320'000.-
Amortissement	2.5%	CHF 8'000 .-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 8'000 .-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 320'000.-**.

Questions:

Erich Scheidegger : Le giratoire n'est emprunté que par 5 camions par jour, ce qui n'est pas comparable au giratoire de Courtepin. Il demande à l'assemblée communale de rejeter cet investissement.

MD ajoute encore que le résultat final ne sera pas forcément un giratoire. Il faut attendre les analyses du canton. Il pourrait aussi devenir un carrefour.

Roland Tinguely demande si toutes les infrastructures nécessaires aux travaux du giratoire sont comprises dans le montant d'investissement.

MD affirme que le Conseil communal fait de son mieux. La commune a repris ce giratoire et elle a uniquement payée la mise à l'enquête.

Otto Hediger demande si l'argent ne pourrait pas être investi ailleurs. MD explique que, suite aux réclamations, des démarches ont été entreprises.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 19 oui et 3 non.

2.3 g) Ch. des Grillons, crédit-cadre de planification et réalisation, berges, canalisation, route, financement, approbation

C'est Myriam Danthe qui présente ce point.

Durant cette année la commune a réalisé, avec l'aide de l'entreprise spécialisée Holinger, plusieurs études concluantes, notamment auprès des différentes instances cantonales.

Désormais, il s'agit de passer à l'étape suivante, la réalisation des assainissements:

- des berges du ruisseau du Moulin
- de la canalisation d'eau propre dans le secteur
- du Chemin des Grillons et Vers le Pont

Les travaux se feront en trois étapes:

- 1^{ère} année: - élaborer les plans
- prendre les relevés
- faire les sondages nécessaires
- constituer le projet de construction
- établir le dossier pour la demande préalable avec le but de recevoir le permis de construire en fin de 2022
- 2^{ème} année: - début et réalisation des travaux
- 3^{ème} année: - fin des travaux

Il s'agit d'un crédit-cadre en trois étapes :

- Pour 2022 : CHF 100'000.-
- Pour 2023 : CHF 400'000.-
- Pour 2024 : CHF 200'000.-

Financement		
Total des investissements		CHF 700'000.-
Amortissement	2.5%	CHF 17'500.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 17'500 .-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit-cadre de **CHF 700'000.-** sur trois ans.

Questions :

Philippe Kocian constate que la route n'est pas très large et il demande si un trottoir est prévu. Il ajoute que ce tronçon est très fréquenté par les enfants des quartiers.

MD informe que la largeur restera la même et qu'il n'est pas possible de réaliser un trottoir de 1.65 m.

Ludovic Presset a emménagé au Chemin des Grillons et il demande comment le chantier sera organisé. MD admet que ce chantier demande une grande organisation, mais la commune et l'entreprise de construction vont chercher des solutions.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 28 oui et 0 non.

2.3 h) Place de parc village, crédit de faisabilité, financement, approbation

C'est Myriam Danthe qui présente ce point.

Pour répondre à une demande récurrente de la part de citoyens et d'organismes d'événements, le Conseil communal propose d'investir dans une étude de faisabilité pour définir si la construction d'une place de parcs publique pour le village serait possible, et si oui, à quel emplacement. Pour déterminer un endroit possible et accomplir toutes les démarches nécessaires pour cette réalisation le Conseil communal propose de confier ces tâches d'analyses à un bureau spécialisé en la matière.

Financement		
Total des investissements		CHF 20'000.-
Amortissement	10%	CHF 2'000.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 2'000.-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 20'000.-**.

Questions :

Rinor Zairi s'intéresse aux emplacements possibles. MD répond qu'il y a plusieurs possibilités, comme par exemple près du cimetière. C'est la raison pour laquelle un urbaniste doit être chargé de cette tâche.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 29 oui et 0 non.

2.3 i) CCMM, crédit complémentaire, financement, approbation

C'est Thierry Mauron (TM) qui présente ce point.

Le regroupement CCMM est dans l'attente de l'octroi du permis de construire de son nouveau réservoir ainsi que des conduites dans différentes communes dans le but d'harmoniser le réseau d'eau et de consolider l'approvisionnement de ces communes.

Dans ce projet, il est prévu notamment une conduite de liaison à Courgevaux, entre le chemin des Blés d'Or et la zone industrielle « Au Tombex ». Lors des travaux d'assainissement d'une conduite au chemin des Blés d'Or (2020-2021), il a été constaté qu'une fouille passait à proximité de la future conduite CCMM. La commune a donc profité des équipes et du matériel sur place pour préparer le premier secteur de cette conduite CCMM, sur le haut du Chemin des Blés d'Or. Grâce à cette synergie, le raccordement de la conduite CCMM au réseau communal est déjà prêt et il n'y aura pas de nuisances supplémentaires pour les habitants du quartier dans un laps de temps relativement court.

Comme ces travaux n'étaient pas prévus dans le renouvellement de la conduite du Chemin des Blés d'Or, il est nécessaire de vous demander un crédit d'investissement complémentaire pour cet objet.

Financement		
Total des investissements		CHF 40'000.-
Amortissement	1.25 %	CHF 500.--
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 500.--

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 40'000.-**.

Questions :

Il n'y a pas de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à l'unanimité. 33 oui et 0 non.

2.3 j) Station de pompage « En Froideville », rénovation ext., financement, approbation

C'est Thierry Mauron qui présente ce point.

Construit dans les années 60, le puit de Froideville est l'ouvrage le plus important du réseau de distribution d'eau potable. En effet, il contribue à alimenter 2/3 des besoins quotidiens de la commune. Le bâtiment, âgé de presque 60 ans, n'a jamais été rénové jusqu'à présent.

Les travaux suivants sont prévus:

- Petite maçonnerie
- Rafrâichissement de la façade
- Nouvelles descentes d'eau pluviale
- Remise en état de l'étanchéité de la toiture
- Protection de la Zone « S1 » de captage

Par la même occasion, la pose d'une installation solaire photovoltaïque sur le toit est prévue, afin de faire diminuer les coûts importants en électricité de la station. La commune fait partie du label Cité de l'Energie et elle doit donner le bon l'exemple.

Financement		
Total des investissements		CHF 80'000.-
Amortissement	3 %	CHF 2'400.--
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 2'400.--

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 80'000.-**.

Questions :

Roland Tinguely aimerait savoir si l'endroit se prête bien pour une installation solaire. TM explique qu'une simulation de la productivité a été faite. Ce n'est pas la meilleure productivité, mais elle est bonne.

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 34 oui et 0 non.

2.3 k) STEP Région Morat, participation, financement, information

C'est Thierry Mauron qui présente ce point.

La STEP de la région de Morat investit pour conserver des installations en bon état de marche. Comme l'obtention du permis de construire de la nouvelle STEP se fait attendre, et que les travaux dureront au minimum 5 ans, la STEP actuelle ne peut pas se permettre de laisser son réseau en mauvais état. Pour 2022, il est planifié d'investir, dans le but d'assainir la conduite de refoulement dans le lac de Morat. Elle date de 1974 et son fonctionnement n'est plus garanti et de nombreuses pannes ou dysfonctionnements sont intervenus ces dernières années. Un système d'alarme performant sera également installé afin d'améliorer la sécurité.

Le montant de cet investissement s'élève à CHF 527'000.- et la participation de Courgevaux s'élève à CHF 44'530.- Comme cet investissement est commun à l'ensemble des communes formant la STEP de Morat, il ne sera pas voté aujourd'hui par l'AC.

2.3 I) Rénovation appartement, 2^{ème} étage école/admin., financement, approbation

Ce projet est présenté par Nicola Ostini (NO). Il donne d'abord la parole à M. Jérémy Capt, architecte.

L'architecte précise les points suivants :

1. Situation et environnement
L'appartement est situé dans un bâtiment historique et jouit d'un emplacement optimal.
2. Appartement existant
Il montre les impressions de l'appartement. Celui-ci ne correspond plus à l'état actuel. L'appartement est vétuste, les conduites sont encore sur le crépi.
3. Nouvel appartement
Il présente le concept du nouvel appartement (plan - surface totale 85 m²). L'habitat ouvert est mis en valeur. La montée d'escalier est modifiée et la salle de bain est agrandie. Une cuisine-salle de séjour avec îlot de cuisson. L'appartement doit être lumineux et optimisé selon les dernières normes.
4. Plan + Chiffres
Il indique la composition de la surface habitable et les coûts de la construction.

De suite, NO présente le financement de ce projet.

Estimation du rendement locatif brut

Prix d'achat du bien	Pas de frais d'acquisition	CHF 250'000.-
Prêt hypothécaire	Pas de financement externe	CHF 0.-
Etat locatif sur 11.5 mois	Loyer mensuel CHF 1'800.- charges non comprises	20'700.-
Rendement brut	$20'700 \div 250'000 \times 100$	8.28%

Estimation du rendement locatif net

Rendement brut	$11,5 \times 1'800.-$	CHF 20'700.-
Charges et entretien (pas facturés au locataire)	1% de la valeur de l'objet	CHF 2'500.-
Marge brute	$20'700 - 2'500$	CHF 18'200.-
Intérêts	0%	0.-
Frais de gérance	Par l'administration communale (2% de 20'700.-)	CHF 414.-
Impôts		CHF 0.-
Fond de rénovation	2% de 250'000.-	CHF 5'000.-
Bénéfice net		CHF 12'786.-
Rendement net	$12'786 \div 250'000 \times 100$	5,15%

Financement		
Total des investissements		CHF 250'000.-
Pas d'amortissement (patrimoine financier)	0	CHF 0.-
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 0.-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 250'000.-**.

Questions :

Il n'y a pas de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 30 oui et 0 non.

2.3 m) Etude énergétique, financement, approbation

Ce projet est présenté par Alfred Rentsch (AR).

En 2018, nous avons commandé une étude pour évaluer la faisabilité et les conséquences financières de la construction d'un réseau de chauffage à distance. Il en est ressorti qu'un réseau de chauffage à distance basé sur la combustion de pellets impliquait des coûts de consommation trop élevés pour qu'un tel ouvrage soit rentable.

La situation a maintenant complètement changé en raison de projets prévus par des investisseurs privés. C'est pourquoi le Conseil communal a décidé de se pencher une nouvelle fois sur la question de l'approvisionnement central en énergie.

Le 12 novembre, la commission de l'énergie a organisé une conférence spécialisée afin d'en apprendre plus sur l'approvisionnement en énergie orienté vers l'avenir avec M. Laux, expert en questions énergétiques. Lors de cette conférence, nous en avons appris davantage sur le vecteur énergétique hydrogène, la chaleur des sondes géothermiques et l'énergie solaire.

Le bâtiment Produit Prestige SA, art. 270, va changer de propriétaire. Il est prévu de construire des appartements de qualité répartis sur plusieurs bâtiments. L'investisseur serait très intéressé par un approvisionnement énergétique moderne et durable et participerait à un tel projet. Des unités d'habitation sont également prévues sur la parcelle art. 264. Pour le bâtiment communal, nous avons déjà réalisé une étude thermique en 2020. C'est pourquoi la commune a également un grand intérêt à trouver des solutions alternatives. L'aménagement de la place du village est également un sujet pour lequel la question de l'énergie se pose au cours de la planification.

Financement		
Total des investissements		CHF 100'000.-
Intérêts. Financement par compte d'exploitation	0 %	CHF 0.-
Amortissement obl. 10 %		CHF 10'000.-
Charge annuelle		CHF 10'000.-

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 100'000.-**.

Questions ?

Roland Tinguely aimerait savoir si la Confédération et le canton octroient des subventions. AR répond par l'affirmative. Il aimerait également savoir ce qui se passe si les promoteurs ne veulent pas se raccorder à cette centrale de chauffage. AR aimerait attendre les résultats de l'étude. M. Tinguely estime que la construction aurait une influence positive pour la recertification du Label Cité d'énergie 2022.

Cédric Bigler constate qu'un tel projet est tourné vers l'avenir. Il aimerait savoir si des privés peuvent se raccorder ? Pour AR, c'est un peu tôt de répondre à cette question. Il est au courant que des habitants sont intéressés. C'est seulement une étude de faisabilité qui peut démontrer cela. Cédric Bigler est d'avis qu'en assainissant les routes il faut déjà prévoir des conduites.

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 100'000.-**.

Questions :

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 31 oui et 0 non.

2.3 n) Assainissement place de jeux école, financement, approbation

C'est Petr Grossmann (PG) qui présente ce point.

Le terrain de jeux vers l'école prend de l'âge. Le Conseil communal aimerait offrir aux jeunes une aire de jeux moderne et, surtout, sûre. La distance entre les poteaux de basket et les poteaux du mur d'escalade est inférieure à 2 m, ce qui est interdit par la SUVA et peut faire trébucher les enfants et les blesser. Le mur le long de la route est dans un mauvais état. De plus, le revêtement du terrain de basket est en asphalte, ce qui augmente le risque de blessures.

L'assainissement est prévu en trois phases :

- Assainissement murs + escaliers
- Remplacement du revêtement en asphalte – place de basket
- Remplacement revêtement aire de jeux et adaptation des nouveaux paniers de basket

Financement		
Total de l'investissement		CHF 80'000.-
Amortissement	3 %	CHF 2'400.--
Financement		Compte de fonctionnement
Charge annuelle		CHF 2'400.--

Le Conseil communal recommande à l'assemblée d'accepter ce crédit de **CHF 80'000.-**.

Beatrice Rentsch aimerait savoir ce qu'on fait avec les équipements de jeux pour les jeunes enfants ? PG: Les équipements pour les jeunes enfants (balançoire, etc.) restent.

Pour **Roland Tinguely**, cet investissement n'a pas la priorité 1, car la commune a déjà beaucoup investi dans les places de jeux ces dernières années. PG : Cette place n'est pas faite depuis 30 ans et la sécurité des enfants est prioritaire.

Questions :

Il n'y a plus de question, on passe au vote.

Résultat du vote:

Le projet d'investissement tel que présenté est accepté à la majorité des voix, 32 oui et 1 non.

2.4 Vote final du budget d'investissement et du budget de fonctionnement

Budget d'investissement

Eddy Werndli remercie l'assemblée de leur confiance et passe au vote final du budget d'investissement.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 32 oui et 0 non, le budget des investissements 2022 qui prévoit des dépenses nettes d'investissements de **CHF 2'465'590.00**.

Budget de fonctionnement

Eddy Werndli remercie l'assemblée de leur confiance et passe au vote final du budget de fonctionnement.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 33 oui et 0 non, le budget de fonctionnement 2022 qui prévoit un bénéfice de **CHF 405'269.-**.

3 Règlement des finances communales, approbation

C'est Alfred Rentsch (AR) qui présente ce point.

La loi sur les finances communales (LFCo) et l'ordonnance sur les finances communales (OFCo) sont entrées en vigueur le 01.01.2021. Elles ont pour but d'améliorer la gestion financière des communes.

En raison de la pandémie, les communes n'ont pas dû introduire la nouvelle comptabilité et donc l'application des nouvelles lois en 2021.

Désormais, à partir du 01.01.2022, les communes et les associations de communes seront tenues d'appliquer la nouvelle présentation des comptes et de prendre également les mesures correspondantes.

Parmi ces obligations figure, entre autres, l'introduction d'un règlement financier au niveau communal. Les principaux articles qui sont désormais réglés dans le règlement des finances sont :

Article 6

Le Conseil communal peut décider d'une nouvelle dépense jusqu'à CHF 30'000.00, pour autant qu'un crédit budgétaire correspondant soit disponible.

Article 3

Les investissements inférieurs à CHF 30'000.00 ne sont pas inscrits au bilan, mais directement imputés au compte de résultats.

Article 5

Les comptes de régularisation, c'est-à-dire les actifs et les passifs transitoires ou, en d'autres termes, les charges/produits qui ne seront encaissés que l'année suivante, mais qui concernent l'année en cours, ou les charges/produits qui concernent l'année suivante, mais qui ont déjà été payés durant l'année en cours, doivent dans tous les cas être régularisés à partir de 10'000 CHF.

Article 7

La loi LFCo a introduit de nouveaux termes.

Article 8 - Crédit complémentaire

Crédit d'engagement = tous les investissements approuvés dans le compte des investissements.

Si un crédit d'engagement est dépassé et que les dépassements dépassent la compétence du Conseil communal de CHF 30'000.00, l'assemblée communale doit approuver ce crédit supplémentaire avant de prendre de nouveaux engagements. La commission financière vérifie au préalable s'il s'agit d'une dépense liée ou d'une nouvelle dépense.

Article 9 – Crédit complémentaire

Chaque dépense inscrite au budget est un crédit budgétaire. Si les dépenses dépassent un crédit budgétaire et la compétence du Conseil communal de CHF 30'000.00, un crédit supplémentaire doit être soumis à l'Assemblée communale avant de prendre de nouveaux engagements. Mais si la dépense ne tolère aucun report sans qu'il puisse y avoir des dommages pour la commune, le Conseil communal peut approuver cette dépense. Avec les comptes annuels, le Conseil communal doit établir une liste séparée de ces dépenses à l'attention de l'Assemblée communale.

Le Conseil communal demande à l'assemblée d'approuver ce règlement.

Questions ?

Il n'a pas de questions, on passe au vote.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 34 oui et 0 non, le règlement des finances communales.

4 Révision complète des statuts du Réseau Santé Lac, approbation

C'est Mona Bouasria (MB) qui présente ce point.

Les statuts du Réseau Santé Lac ont été modifiées et acceptées par l'assemblée des délégués suite à une proposition du comité du Réseau Santé Lac cette année.

Sur la base des commentaires reçus des communes membres, une nouvelle consultation des trois articles ci-dessous a été effectuée, et les articles les plus importants suivants ont été modifiés :

- **Composition, droit de vote - Art. 11** : Si le nombre d'habitants d'une commune membre dépasse 1'000, celle-ci a droit à une voix supplémentaire par tranche de 1'000 habitants. Il en va de même pour les restants supérieurs à 500 habitants.
- **Composition et constitution – Art. 19** : Toutes les communes et toutes les langues sont représentées. Les communes ont droit à 7 représentants.
- **Clef de répartition - Art. 33** : Elle reste la même, mais un alinéa est ajouté : La date du décompte final est déterminante pour le calcul des parts des coûts d'investissement des communes membres.

Le Conseil communal demande à l'assemblée d'approuver les nouveaux statuts du Réseau Santé Lac.

Questions ?

Il n'a pas de questions, on passe au vote.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 33 oui et 0 non, la révision complète des statuts du RSL.

5 Révision totale des statuts de l'Association des communes des Services Sociaux Lac, approbation

C'est Mona Bouasria (MB) qui présente ce point.

L'Association des communes des Services sociaux Lac, avec ses secteurs des curatelles officielles et de l'aide sociale, a effectué une révision totale des statuts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Ces derniers doivent être approuvés par les assemblées communales des communes membres.

La modification des statuts est principalement due aux raisons suivantes :

- Sortie des communes de Galmiz et Gempenach
- Les deux communes membres Galmiz et Gempenach fusionneront avec la commune de Morat au 1.1.2022 et ont annoncé leur sortie de l'Association des communes des Services sociaux Lac au 31.12.2021.
- À l'avenir, l'Association sera donc composée de 11 communes.
- Changements résultant de l'introduction de MCH2, notamment la création d'une commission financière en tant qu'organe supplémentaire de l'Association.
- Fusion des deux commissions sociales
- Augmentation de la limite des crédits du compte courant

Le Conseil communal demande à l'assemblée d'approuver les nouveaux statuts la présente révision totale des statuts de l'Association des communes des Services sociaux Lac.

Questions ?

Il n'a pas de questions, on passe au vote.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 32 oui et 0 non, la révision totale des statuts de l'Association des communes des Services Sociaux Lac.

6 Révision des statuts du CORM, approbation

C'est Mona Bouasria (MB) qui présente ce point.

Le comité du cycle d'orientation de la région de Morat a effectué une révision des statuts de l'association.

Les changements principaux sont les suivants :

- La commission financière a été ajoutée aux statuts. Cet organe sera composé de trois membres chargées d'analyser le budget et les investissements de l'association et d'émettre un préavis à l'attention de l'assemblée des délégués. Elle propose un organe de révision.
- Les communes de Galmiz et Gempenach sont sorties des statuts suite à leur fusion avec la commune de Morat. Ceci provoque également une diminution du nombre de membres du comité.

Le Conseil communal demande à l'assemblée d'approuver les nouveaux statuts de l'association du cycle d'orientation de la région de Morat.

Questions ?

Il n'a pas de questions, on passe au vote.

Vote :

L'assemblée communale approuve avec 32 oui et 0 non, la révision des statuts du CORM.

7 Divers

Information du Conseil communal :

EW informe que c'était la dernière assemblée du secrétaire-caissier communal, Hervé Mory, qui prend après 31 années de bons et loyaux services une pré-retraite bien méritée. Il a assisté à plus de 60 assemblée communales ! Le Syndic lui adresse ses meilleurs vœux et lui remet un cadeau et les personnes présentes le remercient par de longs applaudissements. HM remercie le Conseil communal et les citoyens de leur confiance. Il a pu faire de nombreuses connaissances et il a toujours apprécié le comportement respectueux de la population. Il a travaillé avec 5 syndics et avec beaucoup de Conseillers communaux. Il se réjouit de rencontrer à nouveau l'un ou l'autre citoyen.

Dès le 1^{er} janvier, Mme Daniele Perrenoud sera la responsable de l'administration à 80 %. Elle sera secondée par Mme Patricia Favre qui occupera le poste de Caissière communale. EW leurs remet également un cadeau.

Il informe que Mme Nadja Jemmely a débuté à son poste de responsable du Contrôle des habitants le 1^{er} novembre 2021. Mais l'administration ne sera pas 100 % féminin, le Conseil communal a engagé un apprenti à partir de l'été 2022. EW souhaite bon vent à l'équipe.

La parole est donnée à l'assemblée.

Roland Tinguely regrette qu'il n'y a pas eu un petit résumé du concours « Innovation et action » dans le libretto. Myriam Danthe est d'accord avec lui et informe que 44 personnes ont participé au concours.

Comme il n'a plus de questions, le Syndic remercie l'assemblée de leur présence. Il adresse ses meilleurs vœux et clôt cette assemblée à 21 h 50 h.

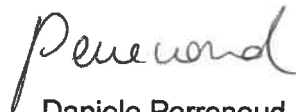
AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Syndic :

la secrétaire-rempl. :



Eddy Werndli



Daniele Perrenoud

